

Trois forces centrifuges qui écartèlent l'Etat

FÉDÉRALISME Les grands clivages belges se sont bruyamment manifestés cette semaine

► Faut de bonne volonté des responsables politiques, le système fédéral ne peut fonctionner.

► Or, pour l'heure, les intérêts partocratiques semblent primer sur l'intérêt de l'Etat.

Jamais, sans doute, depuis la constitution des gouvernements actuels, la Belgique n'était apparue aussi fragilisée. En l'espace d'une semaine, les grands clivages de notre Etat se sont entrechoqués, créant une complète cacophonie. Au vu de leurs fondements – les agendas cachés des partis et leurs rivalités électorales –, on voit mal comment la scène politique pourrait s'apaiser. C'est là tout le danger : ces lignes de fracture s'apparentent de plus en plus à des forces centrifuges qui pourraient, finalement, précipiter le confédéralisme.

Un fédéralisme bancal

En l'espace de cinq jours, on est passé d'un conflit larvé à une guerre ouverte entre niveaux de pouvoir. Sans surprise, c'est l'enjeu budgétaire qui a exacerbé des tensions générées, de manière structurelle, par la sixième réforme de l'Etat et renforcées, de façon conjoncturelle, par l'asymétrie des majorités.

Seuls les responsables poli-

tiques peuvent aujourd'hui mettre fin à cette situation qui, potentiellement, peut conduire à la paralysie d'un Royaume que tous les partis jurent pourtant vouloir faire fonctionner. Car les réformes de l'Etat se sont toujours construites sur des ambiguïtés, génératrices d'immobilismes ou de conflits, qui appellent à leur tour, très vite, l'étape institutionnelle suivante. L'édifice fédéral lui-même est bancal, puisque bâti tout à la fois sur trois Communautés et trois Régions, dont les territoires se chevauchent et les compétences s'entremêlent.

La dernière vague de transferts, quoi qu'en disent les signataires de l'accord Papillon, ne rend pas la répartition des compétences entre entités plus cohérente, bien au contraire. Parce qu'une fois de plus, elle est le fruit de compromis entre des Flamands qui demandaient beaucoup d'autonomie, et des francophones qui se battaient surtout pour le maintien des solidarités.

La réforme de la loi spéciale de financement est potentiellement encore plus explosive. Jusqu'ici, les Régions recevaient une dotation, enveloppe fermée, calculée selon une méthode reconnue par tous. Désormais, les caisses régionales sont alimentées par un quart de l'impôt des personnes physiques ; concrètement, ce sont des avances sur les recettes fiscales espérées qui sont versées. Selon une méthode de calcul et une clé de répartition qui au-

raient dû faire l'objet d'une négociation entre les niveaux de pouvoir. Elle n'a pas eu lieu, d'où les divergences d'interprétation. Du reste, l'IPP (mais aussi d'autres impôts fédéraux à ristourner aux

Régions ainsi que des taxes régionales) reste perçu par l'administration fédérale des Finances. Ce sont également des instances fédérales qui fixent le cadre budgétaire, les paramètres, la méthodologie... Sur des enjeux aussi importants (on parle de milliards), pas étonnant que les entités fédérées se sentent, sinon lésées, au minimum exclues. Or, elles n'ont guère de possibilité de recours. Notre Etat fédéral ne connaît pas la hiérarchie des normes : en matière budgétaire, comme dans tous les autres domaines, aucune entité ne peut dicter sa conduite à une autre, chacun est maître de ses politiques. L'imbrication de celles-ci est telle que le fédéralisme de coopération est une évidence, qu'aucune loi ne définit ni n'impose. Dès lors, lorsque la bonne volonté des gouvernants n'est pas au rendez-vous, la concurrence s'installe et pourrit le système. C'est l'une des forces centrifuges à l'œuvre dans tous les Etats fédéraux : les intérêts des différents niveaux de pouvoir ne sont

plus nécessairement convergents, a fortiori lorsque leurs réalités socio-économiques ou sociétales s'éloignent. Mais, en Belgique, d'autres clivages fragilisent le système.

Déjà en campagne pour 2019

Les crises économiques et/ou les campagnes électorales ravivent traditionnellement les tensions gauche/droite. Côté francophone, elles semblent aujourd'hui plus exacerbées encore qu'il y a un an. PS et MR prolongent la campagne, pas un thème n'y échappe : pensions, index, exclusions du chômage, impôt sur la fortune, budget... Les parties de ping-pong entre communicants rouges et bleus ont repris de plus belle sur Twitter. Et le ton, ces derniers jours, frisait l'insulte. A l'évidence, les blessures de l'après-scrutin sont plus vives que jamais. Au PS, on décrit des libéraux « *revanchards* », qui ne digèrent pas leur exclusion des majorités régio-

nales. Au MR, on reproche aux socialistes d'évacuer leur frustration fédérale dans une agressivité « *qui masque leur inaction régionale* ». Le conflit est par ailleurs très personifié même si, dans les deux camps, on refuse d'en faire une question de personnes. Charles Michel et Paul Magnette avaient agité la campagne de leurs débats, ils poursuivent aujourd'hui sur leur lancée. A la différence près qu'aujourd'hui, ce n'est plus leur parti qu'ils engagent dans la bataille mais rien moins que la Belgique et la Wallonie. Au final, ce qui se joue, c'est, déjà, la prochaine bataille électorale - 2019 au plus tard. Avenue de la Toison d'Or, la stratégie est claire : devenir un grand parti populaire qui séduit toute la classe moyenne et, au passage, ravit le leadership au PS. Boulevard de l'Empereur, l'objectif est de regagner un maximum de voix pour redevenir une force incontournable.

Quand ces rivalités-là s'apaisent, le communautaire revient au galop. La preuve, cette semaine encore, avec la sortie de Geert Bourgeois réclamant que l'Etat fédéral se retire de l'Organisation internationale de la francophonie. Une provocation sans grande conséquence. Mais l'indice, aussi, que la N-VA ne doit pas seulement donner des gages à son électorat siphonné au Vlaams Belang, mais qu'elle doit aussi soigner son noyau dur na-

tionnaliste. Moins symbolique mais plus lourd de conséquences : la N-VA ne rate aucune opportunité pour placer ses représentants ou faire entrer les Régions dans une série d'institutions fédérales.

En jeu : l'avenir du pays

Des mots très durs ont été échangés, vendredi ; en filigrane : la « *survie de l'Etat* ». Dramatisation ? Dans l'instant, oui. Mais, plus fondamentalement, la question de l'avenir de la Belgique fédérale est bel et bien posée. Car, pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, la machine institutionnelle est aujourd'hui grippée. Parce que l'architecture et les mécanismes ont été mal conçus, plus petits dénominateurs communs de visions antagonistes, entre Nord et Sud. Parce que l'envie de faire fonctionner durablement l'Etat fait défaut dans le chef du premier parti du pays. Hisser les nationalistes flamands dans la majorité fédérale, c'était prendre le risque de bloquer l'Etat, craignaient certains. Bart De Wever est bien meilleur stratège que cela. Ses ministres se comportent, jusqu'ici, comme des serviteurs du Royaume. En six mois, ils ont déjà presque acquis ce brevet de

respectabilité qu'on leur contestait durant la campagne. Mais, et la polémique budgétaire est à cet égard révélatrice, ils installent déjà le bruit de fond propice à la prochaine étape, synonyme, pour eux, de confédéralisme. Ainsi, la N-VA, par la voix de ses ministres, n'a-t-elle pas manqué, ces derniers jours, de critiquer la loi de financement. Laquelle « *fragilise les Régions, qui ne reçoivent plus d'enveloppe fermée et dépendent donc de recettes instables* », s'inquiète Geert Bourgeois - le prix à payer pour l'autonomie fiscale que la N-VA elle-même réclamait de ses vœux. Hendrik Vuyt, chef de groupe à la Chambre, dénonce, lui, le « *manque de transparence de la loi* » : « *On a abouti à un système que per-*

sonne ne comprend. » Surtout, l'image d'un Premier ministre dictant ses vues aux Régions, dénoncée par Paul Magnette (« *le ministre des Colonies qui reçoit un député des Dom-Tom* »), c'est du pain bénit pour les nationalistes flamands. Lesquels l'ont aussitôt décodée comme « *la preuve que les Régions sont toujours une structure inféodée au fédéral*, martèle dans le *Standard* Peter De Roover, ex-patron du Mouvement flamand désormais député N-VA. *C'est la principale raison pour laquelle la N-VA veut une structure confédérale.* »

Quelques jours auparavant, le politologue Bart Maddens soulignait que Geert Bourgeois reste « *un figurant* » dans la Belgique. La conclusion est toute trouvée : en 2019, une nouvelle réforme de l'Etat, majeure, s'imposera. L'argument portera d'autant mieux si les clivages continuent à paralyser la Belgique fédérale comme ils sont en train de le faire.

A cet égard, PS et MR se montrent pour l'heure complices de la N-VA. Volontaires ou involontaires ? Le PS est le plus régionaliste de tous les partis francophones et, si son pouvoir ne s'étend plus qu'en Wallonie et à Bruxelles, la tentation pourrait être grande de se replier sur le Sud.

Surtout s'il est « *poussé à la faute* » par une N-VA qui se montrerait trop revendicatrice. PS/N-VA, meilleurs ennemis, s'inquiète-t-on au MR. Boulevard de l'Empereur, on nie catégoriquement nourrir pareil dessein. Quant au MR, moins régionaliste de nature, il lui est reproché, par intérêt du pouvoir, d'avoir laissé entrer le loup dans la bergerie et de ne pas faire le poids face à elle. Avenue de la Toison d'Or, on dément vigoureusement.

Dans les deux formations, on se dit aujourd'hui « *conscients* » que la confrontation ne peut devenir la norme. Mais, dans aucun des deux camps, on ne s'attribue la moindre once de responsabilité. Et, même si Elio Di Rupo et Olivier Chastel se parlent, ils ne sont pas encore arrivés à ce stade de dialogue. Il serait pourtant grand temps sinon la Belgique fédérale risque bien de sombrer dans le confédéralisme, victime collatérale de la participatie. ■

VÉRONIQUE LAMQUIN

